

Annexe n°1 Protection des données à caractère personnel

Mise en conformité avec la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

A. Objet.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après désigné RGPD, « règlement général sur la protection des données ») est entré en application le 28 mai 2018.

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant (ci-après désigné « le titulaire » du marché public) s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (ci-après désigné « l'acheteur » public) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

B. Description du traitement des données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur responsable de traitement des données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : **Réhabilitation d'une zone technique sur le terrain d'entraînement de Montlhéry.**

a) La nature des opérations réalisées sur les données est collecte, enregistrement, organisation, conservation, utilisation pour communication, effacement ou destruction.

b) La ou les finalité(s) du traitement est de permettre l'accès des personnes physiques sur site.

c) Les données à caractère personnel traitées le nom, le prénom, le sexe, le lieu de naissance, la nationalité, le domicile présent et précédent, les pseudos de réseaux sociaux, la photo, l'organisme ou l'entreprise d'appartenance, la fonction au sein de l'entité, et les coordonnées professionnelles.

d) Les catégories de personnes concernées sont toutes celles étant impliquées dans la conception, la réalisation, l'exploitation ou la gestion des infrastructures sur site, à la fois internes et externes au ministère des armées.

Pour l'exécution des prestations objets des présentes, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes Annuaire et organigrammes des chantiers et des services, photos déjà collectées.

C. Durée de l'engagement des parties.

Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de la notification du marché par l'acheteur au titulaire pour toute la durée d'exécution du marché.

D. Délégué à la protection des données.

Conformément à l'art. 37 du RGPD, le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPD), s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Pour le ministère des armées, la directrice des affaires juridiques a été désignée pour assurer les fonctions de DPD.

Toutefois, l'acheteur est l'unique interlocuteur du titulaire pour les questions liées à l'application du RGPD.

E. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur.

I. Confidentialité des données.

Le titulaire s'engage à :

- a) Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché.
- b) Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur qui figurent au point VII du présent document.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer immédiatement l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Il ne doit pas procéder au transfert des données sans avoir obtenu l'autorisation préalable de l'acheteur.

- c) Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présentes clauses.
- d) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu des présentes clauses :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

- e) Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

II. Sous-traitance ultérieure des activités de traitement

Le titulaire du marché peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement clairement identifiées. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant, les dates de notification du marché [ou le cas échéant de l'avenant] et les dates du contrat de sous-traitance. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 4 semaines à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette

sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant (tant aussi bien au sens du RGPD, que du sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte de l'acheteur. Il appartient au titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

III. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

IV. Exercice des droits des personnes

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte des données. Lorsque les personnes concernées formulent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à thomas.sabloniere@intradef.gouv.fr

V. Notification des violations des données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance et dans un délai maximum de 48 heures. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation au DPD du ministère des armées. Le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur toute information complémentaire, nécessaire à la notification.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. La notification des violations est transmise à la CNIL par le DPD du ministère des armées.

Lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, la notification de ladite violation est communiquée à la personne concernée par l'administration (responsable de traitement).

VI. Analyse d'impact

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire conseille l'acheteur en cas de consultation de la CNIL sur l'analyse d'impact réalisée. Cependant, celle-ci est présentée à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

VII. Mesures de sécurité des données

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurisation des données nécessaires.

- les droits d'accès aux données sont limités aux seules personnes habilitées ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité prévues par [code de conduite, certification].

VIII. Devenir des données au terme de l'exécution du marché

Au terme de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à Détruire toutes les données à caractère personnel

IX. Registre des activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;

- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.

X. Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

En cas de dommage causé par le traitement, le responsable de traitement et le sous-traitant sont tenus solidairement responsables de la totalité du dommage afin de garantir à la/les personne(s) concernée(s) une réparation effective (art. 82, §4 du RGPD).

Lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant a réparé totalement le dommage subi, il est en droit de réclamer auprès de l'autre partie la réparation correspondant à sa part de responsabilité dans le dommage (art. 82, §5 du RGPD).